

JEUDI 7 AVRIL 2011

LE DEVOIR.com

Libre de penser

[Accueil](#) > [International](#) > [Asie](#) > [Chine - Travailleurs illégaux dans leur propre pays](#)

Chine - Travailleurs illégaux dans leur propre pays

Les villes chinoises attirent des millions de déshérités ayant fui la campagne

Alec Castonguay 17 janvier 2007 Asie

■ Une travailleuse de l'usine d'Acosma, en banlieue de Shanghai. Photo: Jean-François Bossé

Vivre illégalement à l'intérieur de son propre pays n'a rien d'anormal en Chine. Poussés sur les routes par une pauvreté insoutenable, ils sont près de 150 millions à avoir fui la campagne en direction des villes, à la recherche d'un avenir meilleur. Prisonniers d'un système de passeport interne qui peine à s'adapter aux réalités d'une Chine en profonde mutation, les travailleurs migrants sont souvent laissés à eux-mêmes, sans véritables droits. Notre journaliste revient de Chine, où il a constaté l'évolution du phénomène.

Shanghai — En cette journée chaude du début de l'automne, les enfants courent autour d'une belle et grande maison victorienne qui a pignon sur rue dans le quartier de l'ancienne concession française, au coeur de la mégalopole de Shanghai. L'ombre des platanes permet à cette superbe demeure de rester fraîche, elle qui sera louée 9000 \$US par mois à des étrangers occidentaux. Malgré le plaisir évident des enfants, qui vont et viennent dans la maison en criant, jamais ils ne pourront y habiter. Une fois la restauration terminée par leurs parents, des travailleurs de la construction, ils devront déménager leurs pénates dans un autre coin de Shanghai... ou carrément dans une autre ville.

La petite famille survit grâce aux maigres salaires du père et de la mère. Ça, c'est quand le salaire promis est vraiment versé. La vie des travailleurs illégaux comme eux n'a rien de rose. Si certains s'en sortent bien, d'autres posent le pied dans un piège. Le capitalisme a un arrière-goût prononcé pour beaucoup de travailleurs migrants.

Cette famille qui rénove la maison victorienne est un cas parmi des millions. Elle a quitté sa campagne pour fuir la misère et se retrouve aujourd'hui à habiter littéralement dans une sorte de boîte en bois qui a toutes les allures d'une cabane d'enfants, avec des murs en contreplaqué et des toiles de plastique qui pendouillent pour boucher les ouvertures. C'est là, à quelques mètres de la maison de ses rêves, dans la ruelle qui longe la belle demeure, qu'elle vit en attendant la fin des travaux. Les enfants ne vont pas à l'école. La famille prépare les repas sur un réchaud de camping et tous dorment sur des matelas durs. Dans le domaine de la construction, mais aussi du textile, du vêtement, de la fabrication et des services, ils sont une armée de déshérités comme eux.

En tout, près de 150 millions de Chinois vivent illégalement à l'intérieur de leurs propres frontières. À Shanghai, 25 % des 17 millions d'habitants — soit 4,25 millions de personnes, plus de la moitié du Québec — sont dans cette situation. À Shenzhen, dans le sud du pays, tout juste à la frontière avec Hong Kong, 10 des 12 millions de résidents sont des travailleurs migrants. Les villes attirent les ruraux comme des aimants.

L'État chinois applique le système des Hukou, soit une sorte de carte de citoyen qui oblige la personne à travailler dans la région où elle est née. Si elle décide de quitter sa région sans autorisation pour travailler ailleurs en Chine, elle tombe dans l'illégalité. Et il y a des conséquences. Le travailleur migrant perd littéralement des droits.

Ainsi, le travailleur ne peut souvent plus recevoir sa pension d'État; il ne peut plus envoyer ses enfants à l'école; la couverture médicale est inexistante; il ne peut pas bénéficier d'une maison ou d'un appartement payé par l'État; il n'a plus de coupons de nourriture, etc. Très souvent, l'employeur qui a besoin de main-d'oeuvre engage un recruteur qui ira chercher les gens pour leur offrir du boulot. Il n'y a pas souvent de contrat en bonne et due forme, alors que ceux qui sont signés ne sont pas toujours honorés.

En 2004, selon un rapport de l'Assemblée nationale populaire de Chine, l'équivalent de notre Parlement, le montant des salaires impayés aux travailleurs migrants s'élevait à 15 milliards de dollars. Une somme immense quand on pense que le salaire minimum en Chine tourne autour de 100 \$ par mois dans plusieurs régions. «Des incidents violents provoqués par le fait que les salaires ne sont pas payés menacent la stabilité sociale», estime He Luli, la vice-présidente du comité qui a produit le rapport.

La Chine d'aujourd'hui

Le grand nombre de travailleurs migrants qui acceptent de prendre le risque de vivre dans l'illégalité est symptomatique de la Chine d'aujourd'hui, soutient Mary Boyd, directrice de The Economist Unit, à Shanghai, un centre de recherche qui conseille les entreprises étrangères en sol chinois. «La Chine bouge de l'économie planifiée à l'économie de marché, où les gens sont libres de mouvement», explique-t-elle, assise dans un charmant café de type anglais niché dans une bâtisse au coeur de Shanghai. «L'État a toujours restreint les déplacements pour éviter une hécatombe. La population est tellement immense, imaginez si tout le monde voulait partir vers la ville! Juste acheminer la nourriture suffisante serait un casse-tête gigantesque.»

Mais tous ne sont pas dans la même jungle. Certains travailleurs migrants sont plus à risque que d'autres. «Si vous êtes scolarisé, un col blanc professionnel, vous n'aurez à peu près jamais de problème. La demande sur le marché est tellement forte que vous allez déménager et garder la plupart de vos avantages. Aussi, quand vous êtes très pauvres, vous remplissez des emplois très en demande, notamment dans l'industrie du service qui ne requiert aucune qualification. Vous n'aurez donc pas trop de problèmes non plus. Par contre, si vous êtes dans la classe moyenne, c'est différent. Vous allez avoir plus de difficultés avec le système, puisque vous n'êtes pas autant en demande», explique Mary Boyd, qui a mené des recherches sur le phénomène des travailleurs migrants.

Le gouvernement chinois est d'ailleurs pris dans ses propres contradictions. «Pékin veut une liberté de mouvement pour les gens de talent, mais pas pour les autres. Comment créer un système à deux vitesses? C'est le dilemme actuel. Comment réformer le système des Hukou pour que la Chine en profite?», déclare Mary Boyd.

La directrice de The Economist Unit confirme que plusieurs travailleurs migrants se font escroquer par un employeur qui refuse de les payer, ce qui les réduit souvent à un état d'esclavage. Par contre, ceux qui ont des contrats dûment signés devraient faire valoir leur droit, alors que c'est rarement le cas. «Le gouvernement veut discipliner les entreprises qui se moquent du droit des travailleurs, même des migrants. Ce n'est pas bon pour l'image de la Chine, et Pékin commence à s'y attaquer. Je pense que les travailleurs floués gagneraient la plupart de leurs causes, mais ils sont souvent peu scolarisés. Ils ne savent pas lire ni écrire. Ils sont donc vulnérables aux menaces. Ils ne connaissent pas leurs droits et les employeurs en profitent. C'est un chantage qui fonctionne», dit-elle.

Le système change

Mais la situation des travailleurs migrants se transforme. Le système, très rigide autrefois, s'est adouci ces dernières années sous la pression d'employeurs à la recherche d'une main-d'oeuvre bon marché pour alimenter la croissance du dragon chinois. Le gouvernement est plus conciliant et permet de payer certains frais (parfois élevés toutefois) pour retrouver des droits, comme l'éducation pour les enfants. «C'est un peu moins la corruption qui mène, c'est plus légal et transparent. Par exemple, maintenant, si tu as l'appui de ton employeur, tu n'auras plus de problèmes», soutient Mary Boyd.

Dans les usines en banlieue de Shanghai, on ne pourrait pas vivre sans la main-d'oeuvre qui provient des campagnes. Certaines compagnies traitent d'ailleurs très bien leurs employés, question de garder une main-d'oeuvre qui se fait rare tellement la concurrence est devenue forte, surtout entre les régions chinoises.

C'est le cas chez Acosma, qui fabrique des chaises de grande qualité destinées aux bureaux des pays développés. Acosma est un fournisseur pour certaines chaînes de magasins qui ont pignon sur rue au Québec, notamment Home Depot. C'est aussi un manufacturier recommandé par la firme québécoise de consultants Giolong International, qui a des bureaux en Chine et qui aide les entreprises à se retrouver dans la complexité du marché chinois. «Il y a de très bons fournisseurs qui traitent bien leur main-d'oeuvre. Il suffit d'être sur place et de savoir avec qui faire affaire. Tout le monde est gagnant au bout du compte», explique Sylvain Leblanc, directeur adjoint du bureau de Shanghai.

Il faut faire près d'une heure de taxi à partir du centre-ville de Shanghai pour trouver l'usine d'Acosma, située dans un grand parc industriel en banlieue. Là, 80 travailleurs s'activent dans un bâtiment bien aéré et bien entretenu. Les hommes qui travaillent sur l'assemblage des chaises gagnent entre 200 et 300 \$US par mois, alors que les femmes qui font la couture touchent entre 300 et 400 \$US. «C'est un travail qui demande plus de talent, alors il faut les payer plus», dit Anson Ho, qui montre les installations au Devoir.

Sans les travailleurs migrants, son usine ne serait pas rentable, avoue-t-il. «C'est dur de trouver des gens de Shanghai prêts à faire un travail aussi manuel. Ils préfèrent les jobs de col blanc. La plupart des gars ici viennent de l'extérieur. C'est vrai qu'il y a un protectionnisme de région, mais il faut le contourner, on n'a pas le choix», lance Anson Ho. Selon lui, le manque de main-d'oeuvre près de Shanghai, mais aussi la concurrence féroce des régions dans le sud du pays poussent les salaires et les conditions des travailleurs à la hausse, peu importe leur statut légal. «Les gars réclament de faire des heures supplémentaires pour être mieux payés. Si on n'en offre pas, le salaire sera jugé trop bas et ils vont aller ailleurs», soutient Anson Ho. Résultat: les coûts de production montent en flèche. «Ça augmente de 10 % par année! dit-il. C'est bon pour les ouvriers, mais pas pour nous.» Anson Ho avoue que toutes les usines ne sont pas comme la sienne. «Certaines sont des ateliers de misère et exploitent les travailleurs migrants.» Comme quoi le système est déjà à deux vitesses...

Ce reportage a été réalisé grâce à une Bourse Nord-Sud financée par l'ACDI et accordée par la FPJQ.

enfant, pauvreté

Haut de la page

© Le Devoir 2002-2011

Stratégie Web et référencement par Adviso
Design Web par Egzakt